

# 10 - GRANDE INTERVIEW

nale est marquée par les propos du député du Rassemblement national et son « Qu'il retourne en Afrique ». Est-ce que vous êtes en accord avec la décision de l'Assemblée nationale de le sanctionner pour cela ? Est-ce que les élus LR doivent s'associer à cette condamnation ?

Le bureau de l'Assemblée a décidé à l'unanimité une exclusion physique de 15 jours soit la sanction la plus lourde qui existe. C'est la 2<sup>ème</sup> fois depuis la création de la V<sup>ème</sup> République qu'une telle sanction est prise : la fois précédente, c'est Maxime Gremetz, député apparenté communiste, qui avait été exclu. On constate donc que les



« Notre devoir est de retrouver le chemin des Français »

errances viennent, et ce n'est pas un hasard, des deux extrêmes de l'échiquier politique, des rangs de celles et ceux qui



Eric Ciotti en campagne pour l'élection interne des Républicains. © DR

ont à l'évidence des difficultés avec les principes républicains. Les convictions gaullistes qui nous animent sont profondément ancrés dans le respect d'autrui : la NUPES comme le RN flirtent dangereusement avec les pulsions les plus nauséabondes. Mais le risque est connu maintenant : la droite républicaine s'est interdit pendant des années de mettre sur la table certains sujets comme l'immi-

gration de peur d'être associée à ces vils personnages. Alors que nos convictions sont réfléchies, raisonnées et républicaines, en nous taisant, nous avons laissé le champ libre à la diffusion d'idées que nous contestons. Notre devoir est de retrouver le chemin des Français, de repartir dans les quartiers, de réinvestir les cités et de convaincre, convaincre encore, convaincre envers et contre tous.

Emmanuel Macron, par stratégie et par cynisme, appuyé par son mentor François BAYROU, a voulu tuer les partis politiques. Il s'est choisi comme ennemi le Rassemblement National. C'est avec un combattant comme Eric Ciotti que nous avons une opportunité de construire une alternative au chaos dans lequel nos gouvernants nous ont plongés. La France et les français le méritent.

Comment s'organise concrètement l'élection de la présidence des LR ? Qui peut voter ? Comment le faire ? Et quand ?

Pour être candidat à l'élection du président des LR, il fallait recueillir 10 parrainages de parlementaires et 485 parrainages de militants. Aujourd'hui, trois candidats ont obtenu les parrainages nécessaires. Il s'agit de Éric Ciotti, Aurélien Pradié et Bruno Retailleau. Pour voter à l'élection du président des Républicains, il fallait avoir adhéré avant le 3 novembre 2022. Ces trois candidatures seront soumises au vote des adhérents Les Républicains réunis en congrès les 3 et 4 décembre 2022 pour le premier tour, les 10 et 11 décembre 2022 en cas de second tour. A noter que le vote se fera par internet de manière ultra sécurisée.

En ce qui concerne la vitalité du tissu des militants LR, constatez-vous un abandon depuis la présidentielle ? Ou au contraire, est-ce que l'élection a favorisé de nouvelles adhésions ?

Tous les militants le savent, la vie au sein d'une structure politique organisée n'est pas un long fleuve tranquille. Chacun de nous souhaite, et ceci n'est pas condamnable, la victoire de son



« Aujourd'hui les adhésions sont à la hausse »

camp, de ses idées et du leader qui les incarne. Comme chacun sait, depuis 2012 et l'affaire Copé/Fillon nos militants ont connu de nombreuses désillusions et pourtant nous sommes toujours à ce jour le premier parti de France en termes d'adhérents. Nous avons connu un pic d'adhésion l'an dernier au moment de la primaire et une dégringolade après notre défaite à la présidentielle, mais aujourd'hui les adhésions sont reparties à la hausse grâce à l'élection de notre futur président, preuve que la flamme militante ne demande toujours qu'à repartir.

✉ Stéphane MICOUD  
s.micoud@lspb.fr

## CONSEILLER MUNICIPAL D'URRUGNE

**Vous êtes conseiller municipal d'opposition à Urrugne. Comment vous situez-vous par rapport à une municipalité abertzale/écologique ? Comment se passe l'exercice de l'opposition au sein d'une telle municipalité ?**

Je ne croyais pas que ça allait être aussi étrange. Les Urrugnars pensaient voter pour le climat mais derrière c'est un changement de logiciel économique et social qui est à l'œuvre. Embauches massives, hausse de la fiscalité, on est bien loin de la transition énergétique. Je pense que les électeurs ont été dupés. De plus je ne vois pas de nouveaux projets lancés. Par contre, je vois bien les projets détruits : la zone artisanale de Berrouetta ; l'abandon de plusieurs projets immobiliers à vocation sociale. Aucun logement de type HLM a été mis en chantier depuis le début du mandat. Les premières victimes sont nos jeunes qui ne peuvent plus se loger décemment. Nous menons une opposition claire à la majorité actuelle, en soulignant le dérapage des dépenses publiques, en étant à l'écoute des habitants, en les soutenant dans leurs combats contre la majorité que ce soit pour le refus de rendre le

stationnement payant à Socoa et comme en ce moment pour le refus de l'implantation d'un pumtrack toujours à Socoa.

**La grande polémique à Urrugne ces dernières semaines est justement la création de ce pumtrack près des résidences de Socoa. Les riverains sont vent**



**debout contre cette décision unilatérale. Beaucoup d'entre eux se demandent où est la démocratie et le dialogue promis au moment des élections. C'est votre analyse aussi ?**

Vue le rôle que suscite l'implantation du pumtrack, on est en droit de se demander le véritable rapport qu'entretient la majorité abertzale avec la démocratie participative, portée en étendard lors des dernières élections municipales. Le collectif Socoa comme notre groupe d'opposition n'est pas contre ce projet, mais pas à cet endroit. Le lieu est clairement mal choisi, à quelques mètres des habitations. Ce type d'équipement provoque des nuisances sonores importantes, sans parler de la hausse de fréquentation, là où l'espace est partagé entre promeneurs, cyclistes, enfants et leurs parents. On peut regretter également que la majorité (soi-disant attachée à la protection de l'environnement) vienne bétonner sur 4000 mètres carrés le dernier espace vert du quartier. Philippe Aramendi doit revoir sa copie pour trouver un emplacement accepté par tous pour implanter cet équipement.